Communiqué des personnels mobilisés

Alors que mardi 10 novembre au soir, la présidente de l'université, Christine Neau-Leduc, annonçait en grande pompe la réouverture de tous les centres de Paris 1 pour le jeudi 12 novembre, estimant donc qu'elle pouvait s'asseoir sur les semaines de mobilisation d'un mouvement social historique et après avoir pendant plusieurs semaines fermé l'accès des campus aux étudiant·es plutôt que de laisser la mobilisation se dérouler au sein de l'université ;

Alors que, dans son e-mail, elle ne condamne pas l'intervention de la BRAV-M samedi 7 novembre dans le cadre d'un examen pour les étudiant·es en droit et n'exclut pas par ailleurs le recours aux forces de l'ordre à l'intérieur des centres ;

Alors que le mercredi 11 novembre elle ordonnait l'évacuation du centre Saint-Charles, occupé depuis une dizaine de jours, évacuation effectuée par des agents de sécurité privée, qui, en toute illégalité, ont enfermé des étudiant·es, en ont traîné·es et jeté·es au sol ;

Alors qu'elle n'a aucun mot pour ces étudiant·es agressé·es par les forces de l'ordre et agents de sécurité, ainsi que celles et ceux, rassemblé·es en soutien, devant le centre Saint-Charles, agressé·es par un riverain ;

Alors que la présidence annonce jeudi 12 novembre, en contradiction avec ses annonces de mardi 10 novembre, par un infoflash envoyé à 07h57 l'inaccessibilité du centre la Chapelle pour les étudiant·es, en raison de "menace de troubles à l'ordre public", empêchant les étudiant·es attendant devant le centre de pouvoir accéder aux salles de cours et à la bibliothèque, alors qu'il n'y avait nul signe d'organisation d'un blocage ;

Alors que la présidence a, dans son e-mail sentencieux de mardi soir, fait valoir qu'il fallait coûte que coûte mettre un terme aux blocages, ce qui a donné des idées à des groupes d'extrême-droite, extérieurs à l'Université Paris 1, qui sont venus perturber ce matin la mobilisation des étudiant·es et personnels sur certains sites ;

Alors que les CRS ont chargé les étudiant·es et personnels mobilisés sur différents centres de l'Université Paris 1, en particulier sur le centre René Cassin, où des CRS, en coordination avec la sécurité du site, se sont introduits, alors même que le centre était déjà annoncé comme fermé administrativement, et qu'il n'y avait aucune raison particulière d'en appeler aux CRS ; que les forces de l'ordre appelées auraient, comme à de nombreuses reprises depuis le début de la mobilisation lycéenne et étudiante, commis des violences et des agressions sexuelles sur au moins une étudiante de Paris 1 ;

Pour toutes ces raisons et bien d'autres (en juin dernier, agression physique d'un représentant syndical par un personnel BIATPSS de l'université sans qu'aucune

suite ne soit donnée ; signalements au registre santé et sécurité au travail enterrés par le Directeur général des services ; refus de payer les mentor·ices étudiant·es et menaces de rompre les contrats des plus mobilisé·es ; illégalismes constants quant au respect des droits des travailleur·ses non-titulaires qui valent à la présidence d'être visée par un nombre record de procédures contentieuses au tribunal administratif, etc.) ;

Nous, personnels mobilisés et organisations syndicales unitaires de Paris 1, estimons que la présidence actuelle n'est plus digne de représenter ni la communauté universitaire de Paris 1, ni ses intérêts et ses valeurs. Au contraire, elle met en danger aussi bien les étudiant·es que le personnel de notre université. Nous appelons donc en conséquence à sa démission, comme la CGT de Paris 1 l'avait déjà fait le 4 juin dernier, et comme les assemblées générales étudiantes le demandent.

Les personnels mobilisés de l'université Paris 1